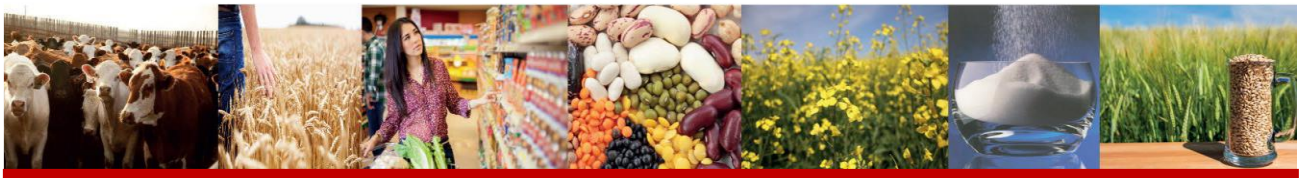
Janvier 2023

CAFTA Canadian Agri-Food Trade Alliance

ACCA Alliance canadienne du commerce agroalimentaire



Perspectives commerciales

Gain important pour l'ACCA concernant la révision des accords de libre-échange

Dans le cadre d'une proposition adoptée à la fin novembre, le Comité permanent du commerce international a convenu d'entreprendre une étude sur les répercussions des barrières non tarifaires contenues dans les accords commerciaux existants ainsi que d'examiner d'autres préoccupations et irritants associés à l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et au traité du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). Le Comité se propose aussi d'évaluer la possibilité que ces irritants soient négociés dans le cadre de futurs accords et d'inviter la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique et d'autres experts jugés pertinents par le Comité. Le Comité prévoit en outre tenir un minimum de cinq rencontres et soumettre ses conclusions et recommandations à la Chambre.

Ces mesures étaient recommandées depuis longtemps par l'ACCA et leur adoption représente une concrétisation significative de nos démarches concernant la représentation de nos intérêts. Nous allons activement participer à cette étude afin de nous assurer que les intervenants comprennent réellement les répercussions négatives de la persistance des barrières non tarifaires pour nos exportateurs de produits agroalimentaires.

Leadership de l'ACCA dans le cadre d'un événement majeur sur la sécurité alimentaire

L'ACCA ainsi que l'Institut canadien des affaires mondiales (ICAM) et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) organisent, le **31 janvier 2023 à Ottawa,** une conférence d'une journée visant à rassembler des leaders issus des secteurs de l'agroalimentaire, de la sécurité, des affaires étrangères et du commerce international**.** La rencontre des milieux de la production agricole et alimentaire avec ceux du commerce, de la sécurité et de la diplomatie constitue une précieuse occasion pour le Canada de définir le rôle significatif qu'il peut jouer sur la scène mondiale. Les échanges porteront sur la meilleure manière pour le Canada d'en tirer profit.

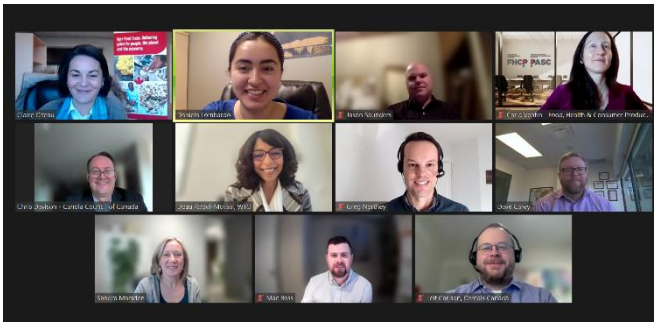
Le monde change et l'agriculture tout comme l'alimentation se retrouvent en première ligne des transformations qui surviennent. Système multilatéral sous tension, hausse de la demande, intensification des pressions sur la production et plus encore, tout cela concourt à resserrer les stocks, à accroître l'insécurité alimentaire et à mettre le commerce à rude épreuve. Étant une importante nation exportatrice de produits alimentaires, le Canada doit décider de la voie à suivre pour définir le rôle qu'il aura à jouer internationalement. Notre pays a la possibilité de placer son secteur agroalimentaire sur la voie de la sécurité alimentaire mondiale, mais il doit se montrer plus ambitieux et plus stratégique. Pour plus d'information à ce sujet, consulter le site Web de l'événement ici. Nous y reviendrons dans le prochain numéro du présent bulletin.

L'année 2023 sera-t-elle celle de l'expansion des réseaux de libre-échange?

Dans une lettre adressée à Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, des chefs d'entreprises européens font appel au leadership de l'Union européenne (UE) en vue de conclure de nouveaux accords de libre-échange cette année et vue de s'adapter aux réalités géopolitiques et économiques qui évoluent rapidement. *BusinessEurope*, le groupe signataire de la lettre, représente des entreprises de toute taille de l'UE ainsi que de sept pays non membres de l'UE. L'ACCA appuie le fait que l'année 2023 devrait permettre la signature de nouveaux accords commerciaux et continuera d'exhorter le gouvernement canadien à conclure diverses négociations, notamment avec le Royaume-Uni, l'Inde, l'Indonésie et l'ANASE. On peut lire cette lettre ici.

Échanges entre l'ACCA et la conseillère chargée de l'agriculture à l'OMC

Le 23 décembre 2022, des membres de l'ACCA ont participé à une table ronde regroupant la conseillère en chef de l'agriculture à l'OMC, Doaa Abdel Motaal. Les membres ont eu l'occasion d'échanger ouvertement sur diverses questions, dont la réforme en agriculture, la nécessité que l'Organe d'appel redevienne fonctionnel et l'avenir général de l'OMC.



Suivi sur les accords de libre-échange

Consultations sur les négociations commerciales avec l'Équateur

Le 6 janvier dernier, la ministre du Commerce international, l'honorable Mary Ng, a lancé des consultations publiques sur la possibilité d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'Équateur, donnant ainsi suite à l'annonce de novembre 2022 sur les pourparlers exploratoires entre les deux pays. Le gouvernement de l'Équateur s'est doté d'un ambitieux programme de libéralisation du commerce, incluant une demande officielle d'adhésion au Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). On peut lire le communiqué de presse du gouvernement fédéral annonçant ces consultations. L'ACCA reviendra bientôt sur ces pourparlers commerciaux.

Accord commercial des premiers progrès (ACPP) entre le Canada et l'Inde
Cinq rencontres de négociations ont eu lieu dans le cadre de cet accord intérimaire entre le Canada et l'Inde. Selon certains médias, les intervenants estiment que les pourparlers ont de très bonnes chances de déboucher sur un accord dans un avenir assez rapproché. L'Inde assumant le leadership du G20, le Canada va mandater des ministres aux événements du Canada au cours de 2023. La ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, devrait se rendre en Inde en mars et rencontrer son homologue aux Affaires extérieures. De plus, la récente Stratégie pour l'Indopacifique a également priorisé le renforcement des relations bilatérales avec l'Inde. L'ACCA va collaborer étroitement avec le gouvernement fédéral au cours du processus de négociations avec l'Inde, et compte en outre faire part de ses idées et de ses recommandations dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie pour l'Indopacifique.

Sommet 2023 des leaders nord-américains
Le 11 janvier dernier, le premier ministre du Canada Justin Trudeau, le président des États-Unis Joe Biden et le président du Mexique Andrés Manuel López Obrador se sont rencontrés à Mexico. Les chefs d'État ont signé la Déclaration de l'Amérique du Nord dans laquelle ils s'engagent à renforcer l'intégration nord-américaine afin « d'attirer des investissements de grande qualité, de stimuler l'innovation et d'accroître la résilience de nos économies, en soulignant les avantages apportés par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)». On peut lire la fiche d'information sur les principaux résultats attendus du Sommet en cliquant ici.

Suivi sur la politique commerciale américaine
Le Sénat américain a récemment confirmé la nomination du sous-secrétaire à l'administration Biden pour le commerce extérieur en agriculture à l'USDA, Alexis Taylor, et du négociateur en chef à l'agriculture, Doug McKalip, pour le Bureau du Représentant américain au commerce.

13e Conférence ministérielle de l'OMC (CM13)
Les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont convenu que la 13e Conférence ministérielle de l'organisation aura lieu aux Émirats arabes unis la semaine du 26 février 2024 à Abu Dhabi, et que la CM14 aura lieu au Cameroun. Nous allons continuer de veiller énergiquement à ce que les résultats positifs de la CM12 soient pris en compte.

Une étude de l'OMC et de la FAO appelle à un meilleur accès aux engrais
Selon une étude conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'OMC, les pénuries d'engrais devraient persister en 2023. Ces pénuries vont affecter mondialement la production agricole et la sécurité alimentaire, mais elles se feront davantage sentir en Afrique où les agriculteurs sont fortement tributaires des intrants agricoles importés. L'étude recommande aux dirigeants des pays du G20 de maintenir ouverts les marchés de l'alimentation humaine et animale et celui des engrais ainsi que de minimiser les perturbations dans le commerce des engrais, en éliminant notamment les restrictions commerciales non conformes aux règles de l'OMC. Pour en savoir davantage à ce sujet, cliquer ici.

L'ACCA participe à une rencontre du CORIM et discute de la Stratégie pour l'Indopacifique

Vers la fin décembre, la directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a participé à un événement organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) qui accueillait la ministre canadienne des

Affaires étrangères, Mélanie Joly. La rencontre a permis de discuter plus en profondeur du contenu de la Stratégie pour l'Indopacifique et la ministre Joly a répondu à diverses questions concernant certaines priorités du gouvernement, notamment sur le rôle crucial que le commerce agroalimentaire aura à jouer dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie. L'ACCA sera très attentive à formuler des recommandations sur les meilleurs moyens à prendre pour que le Canada puisse profiter des opportunités offertes par ces vastes marchés dynamiques.

De la Colline parlementaire

La Chambre des communes va reprendre ses activités le 30 janvier prochain. L'ACCA est prête à poursuivre ses relations avec les députés, les sénateurs, les hauts-fonctionnaires et les autres décideurs politiques lorsque le Parlement reprendra ses activités. Nous comptons faire des représentations sur diverses politiques et initiatives visant à favoriser le secteur agricole et suivre de près le projet de loi C- 282 émanant d'un député, lequel cherche à protéger la gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales. La session parlementaire s'annonce bien remplie, un budget étant attendu au printemps. Nous surveillerons de plus l'ambitieux programme gouvernemental relatif aux accords de libre-échange.

Comités permanents de la Chambre des communes

Vers la fin de 2022, le Comité permanent de l'agriculture a entrepris une étude sur l'Inflation du prix des aliments qui se penche sur les diverses causes de la hausse du prix des aliments au Canada. De plus, le Comité permanent du commerce international (CIIT) entreprendra en 2023 des études dans divers domaines, notamment sur les opportunités commerciales dans l'Indopacifique, la modernisation de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine et l'examen des barrières non tarifaires dans les accords commerciaux internationaux actuels et futurs, tel que mentionné plus haut.

Autres lectures suggérées

- Alerte – Commerce international : feuille de route novembre 2022 sur la politique commerciale du G20
- Forum mondial 2023 sur l'alimentation et l'agriculture – GFFA 2023 (gffa-berlin.de)
- Costa Rica souhaite adhérer au traité commercial nord-américain | Reuters
- Événement de l'OMC : Agri-Food Business Day -- 8 et 9 décembre 2022
- Opinion : des experts se prononcent sur les réunions dans le cadre du Forum 2023 sur la politique commerciale entre les États-Unis et l'Inde
- Le USDA investit plus de 200 millions $ dans des programmes de développement des marchés visant à accroître les exportations agricoles

Pour nous joindre : www.cafta.org ou info@cafta.org **Suivez-nous** : @CAFTA_ACCA